

Québec : La vague mondiale de chaleur interpelle la campagne électorale

Les partis, Québec solidaire compris, sont aux abonnés absents

lundi 30 juillet 2018, par [BONHOMME Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 30 juillet 2018).

Sommaire

- [Les partis politiques québécois](#)
- [Chez les Solidaires, la \(...\)](#)
- [Avis aux Solidaires : la \(...\)](#)
- [Le Québec, une idéale tête de](#)

De constater la revue *The Economist* dans son expresso quotidien du 26 juillet :

« Du cercle arctique au Japon en passant par l'Europe et l'Amérique, l'hémisphère nord est en ébullition. Dans certaines parties de la Laponie finlandaise, les températures ont récemment atteint 32,1 ° C (89,8°F), soit environ 12°C de plus que ce qui est habituel en juillet. Au Japon, où un record de 41,1°C a été atteint, au moins 65 personnes sont mortes et une catastrophe naturelle a été déclarée. Les feux de forêt ont fait rage en Suède et en Grèce. Il semble qu'il n'y aura pas de ralentissement dans les jours à venir, peut-être des semaines. Cela fera plaisir aux amateurs de soleil. Mais les vagues de chaleur posent surtout des problèmes, en particulier dans le monde en développement : les récoltes sont ravagées, les aliments se gâtent et les travailleurs deviennent moins productifs. Des études suggèrent même que la criminalité violente augmente. Un tel temps extrême était une aberration d'une fois par millénaire. Mais le changement climatique créé par l'homme le rend plus probable. » (ma traduction)

Au Québec, pour reprendre les propos de Francine Pelletier dans sa chronique du 25 juillet du *Devoir*, « [l]a vague de chaleur enregistrée en juillet aurait créé, selon le coroner Jean Brochu, une situation sans précédent. Cinquante-trois morts dans la métropole, 89 pour l'ensemble du Québec, dues non pas à une ni même à deux, mais bien à quatre canicules coup sur coup. Du jamais vu. Les victimes sont des personnes seules, âgées, aux prises avec une maladie ou autre, sans accès à la climatisation. » Elle nous rappelle le fort coût énergivore et carbonivore de la climatisation. Pour combler la mesure, « ces grosses ventouses à hauts décibels, rejettent directement la chaleur dans l'air ambiant. Résultat ? Plutôt que de refroidir les villes qui ont désespérément besoin de fraîcheur, leur utilisation contribue à les chauffer davantage. Le produit réfrigérant, finalement, le HFC, est un gaz à effet de serre "des milliers de fois plus toxique que le dioxyde de carbone" ».

L'expert anticapitaliste Daniel Tanuro, dans un article du 25 juillet, repris par le site Europe solidaire sans frontières, réagissant à cette canicule exceptionnelle, constate :

« ...ce qui se passe actuellement est le résultat d'un réchauffement d'à peine un degré Celsius de la température moyenne de surface de la Terre par rapport à l'ère préindustrielle. [...] Ce qui se passe sous nos yeux permet donc de commencer à imaginer ce que signifierait le réchauffement de 2,7 à 3,7°C que les spécialistes projettent pour la fin du siècle DANS L'HYPOTHESE OU TOUS LES PAYS

RESPECTERAIENT LES PROMESSES FAITES A PARIS, LORS DE LA COP21. [souligné par l'auteur] [...] ...rester sous les 2°C de hausse par rapport à l'ère pré-industrielle est presque aussi insuffisant. En tout cas, un tel réchauffement ne nous permettrait pas d'éviter de très gros problèmes. [...] ...la conclusion s'impose : il est vital, impératif, de ne pas dépasser 1,5°C et de refroidir la planète au maximum. [...] la quantité de carbone qu'on pourrait encore injecter dans l'atmosphère sans dépasser 1,5°C (ce qu'on appelle le « budget carbone ») correspondrait à... quatre (4) années d'émissions au rythme actuel. Nous sommes donc littéralement plus que jamais sur le fil du rasoir, et les émissions mondiales continuent d'augmenter... [...] Un argument massue contre les partisans du dépassement temporaire [...] ...le système climatique peut franchir des points de basculement ayant des conséquences gravissimes, qu'aucune compensation ultérieure ne pourra effacer. C'est ici que le constat concernant le super-réchauffement dans des régions telles que le Groenland et la péninsule antarctique prend tout son sens. [...] [l]es réponses ne peuvent être qu'anti-croissancistes, anti-productivistes, donc anticapitalistes, et l'urgence impose qu'elles soient d'une grande radicalité. [...] Descendre dans la rue pour exiger des plans publics de réduction radicale de la consommation énergétique et de passage rapide aux renouvelables, impliquant l'expropriation des multinationales qui contrôlent ce secteur et des banques qui financent leurs investissements criminels. [1] »

Les partis politiques québécois tous unis pour le marché du carbone, Québec solidaire compris

Chose certaine, autant que les hauteurs du capitalisme ne sont préoccupés que par les guerres commerciales et le refoulement migratoire se foutant éperdument de l'urgence climatique, la campagne électorale québécoise tourne à vide dans la torpeur estivale. Côté nouvelles climatiques, à part la canicule il n'y en a que pour l'achat de l'oléoduc Kinder Morgan par Ottawa et le retrait ontarien du marché du carbone Californie-Québec. Deux mauvaises nouvelles sans compter que la dernière mêle les cartes en faisant apparaître le marché du carbone, la solution préférée des transnationales avec son alter ego la taxe carbone à la Trudeau, comme une solution acceptable. Tous les partis représentés à l'Assemblée nationale, Québec solidaire compris, sont favorables à ce marché, « temporairement » pour les Solidaires à l'encontre de leur programme. Donc pas de débat à propos de cet unanimité.

Pour bien asseoir leur accord commun, tous ces partis se rallient *de facto* à la cible Libéral de réduction des gaz à effet de serre de moins 37.5% d'ici 2030 par rapport à 1990, la cible de moins 20% pour 2020 devant être ratée et de loin. Les Solidaires sauvent la face en haussant la cible 2030 d'une coche, à 45%, contre la volonté de la direction nationale qui aurait souhaité 40%, mais après avoir déchiré la cible du programme de 2016 des moins deux tiers, telle que calculée par des experts internationaux pour le Canada. Seul cette dernière cible GES pourrait permettre l'atteinte de la cible de hausse maximum de la température terrestre de 1.5°C sur l'horizon 2100 en tenant compte de ce que devrait être la part canadienne sur la base de la responsabilité historique différenciée.

Cette ambitieuse mais indispensable cible s'impose pour éviter une catastrophe risquant l'avenir de l'humanité. Elle est difficile pour le Canada qui doit retourner comme un gant le noyau extractiviste de son économie centré sur le pétrole bitumineux et l'industrie automobile. Elle est relativement facile pour le Québec dont l'économie sans production d'hydrocarbure et d'automobiles est assise sur l'hydroélectricité et partiellement sur la production de véhicules de transport collectif bien qu'il faudrait recycler son agriculture industrielle axée sur l'élevage pour le lait et la viande. Comme ailleurs, les rapports ville-campagne devront être reconfigurés aux dépens des véhicules individuels et au profit de l'intensification des rapports personnels et des circuits courts. Les rapports sociaux sont appelés à s'intensifier tout comme la créativité personnelle, surtout celle émanant des groupes les plus opprimés, à l'encontre du faux bonheur de la consommation de masse et de la fausse

sécurité de l'accumulation de produits immobiliers et mobiliers. C'est là un immense et motivant chantier en mesure d'unir un peuple indépendant, du fédéral comme du capital, et solidaire à l'interne comme à l'externe.

Encore faut-il jeter aux poubelles ces régressifs marché et taxe carbone. Pris dans le carcan de la compétition du marché global les bornant et dans celui de la structure de l'appareil productif emprisonnant les modèles de consommation, ceux-ci livrent aux transnationales le contrôle de la décarbonation. Elles choisissent les moyens, telle la géo-ingénierie, qui créent des nouveaux champs d'accumulation et elles optent pour un lent rythme de transition permettant la rentabilisation maximum du capital déjà accumulé tel les réserves d'hydrocarbures et l'infrastructure énergétique existante.

Chez les Solidaires, la tactique électorale se substitue à la stratégie de l'alternative

On connaît bien l'hydre néolibéral CAQ-PLQ-PQ irrémédiablement au service du capital quelque soient les nuances d'interventionnisme étatique les distinguant et les factions différentes de la classe affairiste les supportant. N'importe quel anticapitaliste ou écologiste conséquent est cependant atterré par le recul stratégique de Québec solidaire vis-à-vis les forces du marché auxquelles il s'en remet suite au coup fourré de la direction du parti subjuguée par un rapport secret d'experts imbus de capitalisme vert. Sauf ceux et celles des collectifs anticapitalistes de Québec solidaire qui se sont murés dans le silence. Pendant que cette direction déployait son énergie pour combattre son aile écologique radicale défendant le programme révisé de 2016, elle laissait le PQ récupérer la gauche du mouvement écologique.

Cette gauche répudie le train aérien REM, grand projet inutile au cœur du plan gouvernemental de mobilité durable. Elle propose plutôt un plan anti-automobile de tramway et autobus sur voie réservée, donc à bon marché car en surface, et imbriqué dans la trame urbaine de sorte à être une alternative à l'auto. S'étant laissé damer le pion par le PQ prêt à toutes les entourloupettes pour ne pas être relégué au musée de l'histoire, les Solidaires se rabattent sur l'opposition aux hydrocarbures, terrain sur lequel les suit l'opportuniste PQ faignant d'ignorer sa realpolitik de 2012 à 2014 quand il était au gouvernement.

Depuis l'échec de l'oléoduc bitumineux de Trans Canada, en partie due aux efforts militants, la campagne populaire anti hydrocarbure se rabat sur la lutte contre l'exploration pour le gaz de schiste et celle contre la dangerosité de certains oléoducs vétustes. C'est un peu mince comme plateforme électorale climatique, d'autant plus qu'il n'y a pas au Québec de projet imminent qui menace, et que ces revendications sont peu reliées aux besoins populaires immédiats. Pour compenser cette minceur et masquer le charcutage du noyau écologique du programme, la direction Solidaire a ressuscité des morts la gratuité du transport public sur dix ans, dont une réduction de moitié dans le prochain mandat, revendication présente dans les plateformes 2012, 2014 et 2018 mais jamais popularisée jusqu'ici.

Le truc est de substituer la tactique (la promesse électorale) à la stratégie (l'alternative), plus exactement de cacher le recul vers le capitalisme vert, le refus de la rupture avec le « marché » c'est-à-dire le capital. Cette pirouette électoraliste, en association avec d'autres du même genre comme celle sur la gratuité partielle des frais dentaires, peut réussir. On le souhaite d'autant plus que cette réforme de la gratuité des transports collectifs est un pilier potentiellement mobilisateur pour la lutte climatique surtout en milieu urbain, comme la gratuité scolaire, une autre réforme Solidaire, l'a été pour le Printemps érable de 2012.

Avis aux Solidaires : la montagne néolibérale n'accouche que d'une souris sociale-démocrate

On dira qu'importe la stratégie : chat noir chat blanc du moment qu'il attrape la souris. Cette approche électoraliste fait fi de l'intelligence de l'électorat qui intuitionne la contradiction entre stratégie et tactique : comment une structure socio-économique néolibérale incrustée dans le marché global peut-elle accoucher de réformes sociales-démocrates comme au temps des « trente glorieuses » (1945-1975) ? L'électorat se rend compte que les rapports sociaux très détériorés d'aujourd'hui laisse place à la dictature d'une poignée de transnationales qui n'hésitent pas à recourir à la grève des investissements et à la fuite des capitaux quand un gouvernement dépasse leurs normes de « gouvernance ».

L'électorat rejette de plus en plus la paralysie de la gouvernance « extrême-centriste » propre aux Libéraux et au PQ à la nuance près de la base non négligeable ethno-linguistique et ultra-fédéraliste des premiers. Mais il réalise aussi le manque de crédibilité sociale de la CAQ ultralibérale qui promet le beurre de l'amélioration des programmes sociaux et l'argent du beurre des baisses d'impôt. La CAQ tente de faire oublier par sa politique identitaire que le secret de la réussite de cette politique serait la hausse drastique des impôts sur le capital et sur les profits, ce qui ne saurait effleurer sa pensée.

Le problème pour Québec solidaire est que l'électorat réalise son manque de crédibilité socio-économique : la montagne néolibérale, même sociale-libéralisée, ne peut accoucher au mieux que d'une souris sociale-démocrate. Et encore faudrait-il que la conjoncture s'y prête : l'endettement mondial qui surpasse aujourd'hui celui à la veille de la grande crise 2007-09 annonce un typhon économique qui plongera le monde dans une canicule dépressive. Entre pragmatisme du *statu quo* et alternative inconséquente, dans un contexte de démobilisation sociale où l'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante, la majorité paraît opter pour le If-you-can't-beat-them-join-them.

On espère follement qu'un gouvernement à l'ontarienne puisse permettre aux affairistes québécois de tirer leur épingle du jeu de l'acharnée compétition mondiale, remise au goût du jour par le trumpisme, de sorte que quelques miettes tomberont de la table du 1%. La pré-campagne Solidaire, mal couronnée par une assemblée publique montréalaise peu nombreuse, n'a pas fait lever les sondages revenus à ceux de la dernière élection à peu de choses près. On peut toujours espérer des miracles genre « vague orange » du NPD qui a balayé le Québec en 2011 grâce à des porte-parole populaires. Mais les précédents l'étaient aussi. Mieux vaudrait, sagement, rectifier le tir.

Le Québec, une idéale tête de pont mondiale pour lancer le plein emploi écologique

Il n'est pas trop tard pour faire un virage anticapitaliste sur la base d'une plateforme de plein emploi écologique. La mobilisation totale de l'épargne nationale, doublée d'une drastique réforme fiscale, par un Québec indépendant doté de sa propre monnaie permettrait de mettre sur pied de grands chantiers écologiques (agriculture, transport, énergie, logement, trame urbaine) comprenant la bonification des services publics peu énergivore et générateurs de solidarité anti-consumériste. Cette création massive d'emplois socialement utiles et écologiquement nécessaires jointe à la baisse du temps de travail pour du temps libre et créateur se substitueraient au travail aliéné maximisant la consommation. Cette création d'emploi s'alimenterait de la résorption du chômage, de la suppression des emplois inutiles (armement, marketing, obsolescence programmée) et, pour la phase de transition, de l'absorption de la vague migratoire en attendant qu'elle soit contenue par le

remboursement de la dette écologique.

La congruence une fois rétablie entre stratégie et tactique, les Solidaires seraient mieux équipés pour mobiliser la jeunesse scolaire dans la campagne électorale au moment de la rentrée. La radicalité écologique retrouvée de Québec solidaire irait comme un gant à cette jeunesse. Cette radicalité ne garantirait aucun résultat électoral mirobolant surtout arrivant en trombe à la dernière minute. Mais elle assurerait la cohérence indépendantiste de l'Assemblée constituante en l'adossant à un projet de société ajusté à l'urgence du XXI^e siècle spécialement ressentie par la jeunesse et aussi par les autochtones.

Cet appariement, annoncé à tue-tête dans la campagne électorale, aurait la capacité de mobiliser la rue tôt ou tard, ce qui est le but fondamental d'une campagne électorale par un parti de gauche. Car sans grande mobilisation sociale, son programme est foutu quelque soit sa performance électorale. Les récents et pénibles exemples abondent du Brésil du PT à la Grèce de Syriza. Ainsi serait assuré l'avenir Solidaire quelque soit le résultat électoral que l'on veut évidemment satisfaisant pour précipiter les événements et rabaisser le caquet de l'adversaire.

Le Québec, par sa structure géologique (pas d'hydrocarbures mais de l'hydroélectricité), géographique (pas de vague migratoire tétanisant une opinion publique impréparée), économique (pas d'industrie automobile mais de moyens de transport collectif) et sociale (le plus haut taux de syndicalisation et le gouvernement le plus socialement interventionniste au Canada et aux ÉU), est une idéale plateforme de lancement d'une alternatiba non lestée par une lourde blockadia. Le Québec peut devenir une tête de pont mondiale de la lutte climatique comme il l'a été pour la Marche mondiale des femmes de l'an 2000.

Marc Bonhomme, 30 juillet 2018,

Notes

[1] ESSF (article 45413), [Canicule en Europe : un avertissement très sérieux !](#).